ÉCONOMIE Dans son nouveau livre choc, *le Prix de l'inégalité*, le Nobel américain dénonce une démocratie pervertie au service des 1 % les plus riches.

JOSEPH STIGLITZ « LA MONTÉE DES INÉGALITÉS TUE NOTRE ÉCONOMIE »

Affaiblissement de l'économie, délitement du lien social et dévoiement de la démocratie : la montée des inégalités fait vaciller le modèle américain. Le dernier livre du Nobel d'économie Joseph Stiglitz, *le Prix de l'inégalité* (éditions Les liens qui libèrent) sonne comme un cri d'alarme, saisissant écho aux manifestations des Indignés qui agitaient le monde en 2011. Mais l'économiste ne cède pas au fatalisme, son ouvrage, assorti de propositions concrètes, est aussi un vibrant appel au sursaut politique.

LA VIE. ***Le constat est accablant. Aux États-Unis, la hausse des inégalités a atteint un niveau vertigineux...***

JOSEPH STIGLITZ. En 30 ans, 90 % des Américains ont vu leur salaire augmenter de seulement 15 %, quand il a bondi de 150 % chez les 1 % les plus riches et de 300 % chez les 0,1 % les plus fortunés. Les États-Unis sont devenus le plus inégalitaire des pays industriels avancés. Un Américain sur sept dépend de l'État pour satisfaire ses besoins alimentaires de base. La classe moyenne se vide peu à peu de sa substance. Le revenu moyen d'un actif à temps plein de sexe masculin est inférieur à ce qu'il était en 1968 ! Face aux inégalités, il était d'usage de dire : ne vous inquiétez pas si les plus fortunés s'enrichissent, cela ruissellera sur l'ensemble de l'économie et bénéficiera à tous. Cette théorie ne tient plus.

C'est la fin du rêve américain ?

J.S. Le mythe de l'égalité des chances a vécu. Malgré quelques récits d'ascension sociale fulgurante, les faits sont sans appel, quand on est né pauvre on reste pauvre. Les chances de réussite des jeunes Américains dépendent plus des revenus et de l'éducation de leurs parents que dans n'importe quel autre pays avancé. « La vieille Europe » offre plus d'opportunités et de mobilité que les États-Unis.

Un tel niveau d'inégalité ne pose pas seulement un problème de justice mais affaiblit l'économie. Comment ?

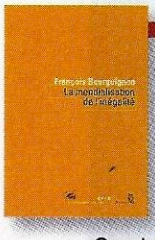
J.S. Nous payons cette inégalité au prix fort. Elle se traduit par moins de productivité, moins d'efficacité, moins de croissance et plus d'instabilité. L'inégalité d'opportunité entraîne ainsi un vrai gâchis des ressources humaines : faute de recevoir l'éducation à laquelle ils pourraient prétendre, les enfants nés pauvres ne pourront pas déployer tout leur potentiel. Autre effet négatif, compte tenu du fait que les riches dépensent un plus faible pourcentage de leurs revenus que l'Américain moyen, transférer l'argent du bas vers le haut de la pyramide réduit la consommation globale. Elle devient alors inférieure à l'offre, le chômage augmente et l'économie s'affaiblit...

La principale cause de cette montée des inégalités est ce que vous appelez « la recherche de rente ».

J.S. Aujourd'hui, le niveau de richesse d'une personne ne dépend plus de sa contribution à l'économie mais de sa capacité à s'accaparer les revenus des autres. Les exemples abondent. Les entreprises monopolistiques amassent des fortunes en réduisant la production et en augmentant les prix, au détriment des consommateurs. En 25 ans, le salaire des PDG est passé de 30 à 250 fois celui du travailleur moyen. Non pas à cause d'une superamélioration de leur productivité, mais parce qu'ils ont réussi à s'emparer d'une fraction supplémentaire des revenus des entreprises. De même, les banquiers ont gagné beaucoup d'argent sur le dos des pauvres, en leur octroyant des prêts prédateurs et des cartes de crédit à taux abusifs.

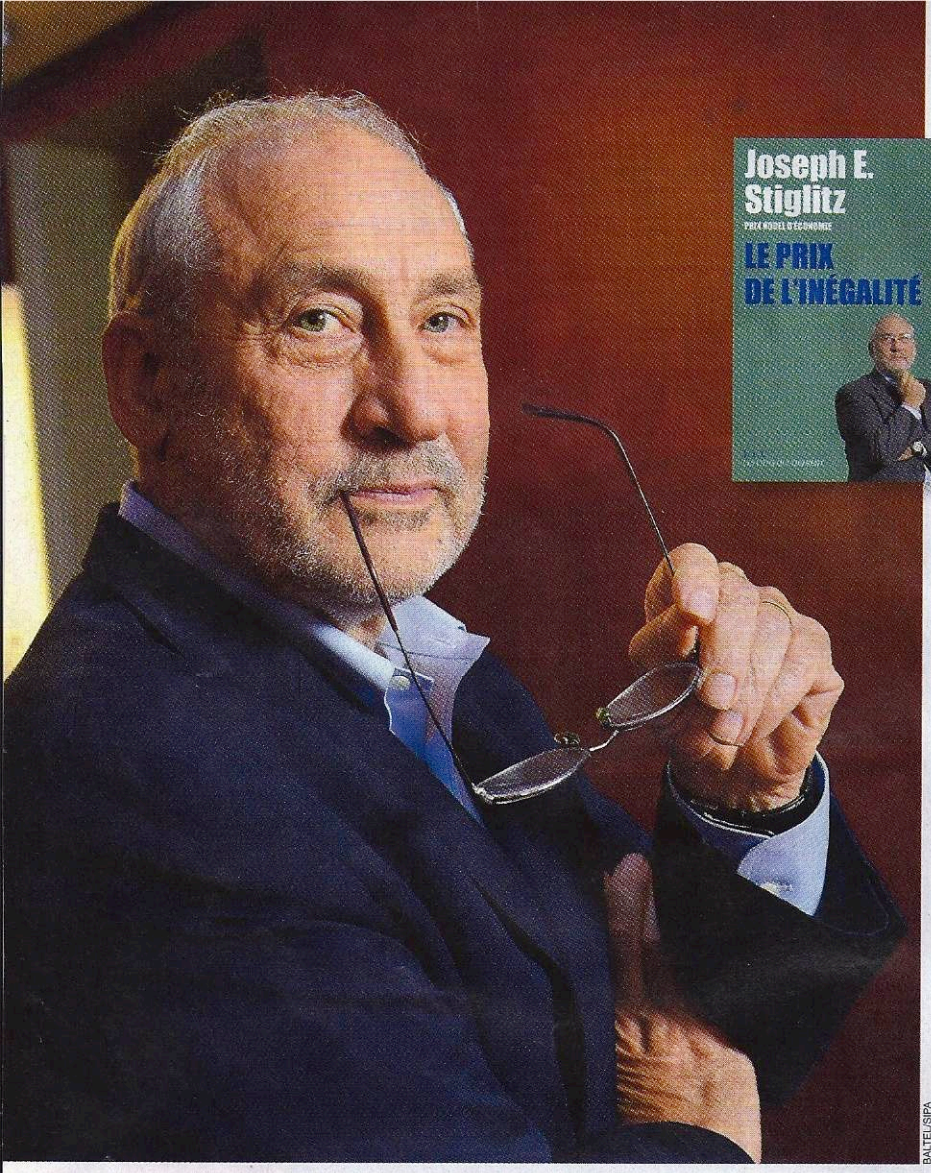
Cette situation est-elle la résultante des seules lois du marché ?

J.S. Les forces du marché sont modelées par des décisions politiques. Et l'État a, dans la période récente, systématiquement favorisé les plus aisés. La réforme des lois sur les faillites oblige ainsi les étudiants à rembourser leurs dettes d'étude même en cas de faillite personnelle, fragilisant cette population tout en servant l'intérêt des banques. L'État a également multiplié les cadeaux aux grosses



LA MONDIALISATION À LA QUESTION

La mondialisation a-t-elle creusé les inégalités ? Condamne-t-elle tout espoir de justice sociale ? La réponse est loin d'être univoque. François Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, fait le point sur ces questions dans un court essai très éclairant, *la Mondialisation de l'inégalité* (Seuil). Depuis 25 ans, l'inégalité mondiale a diminué : le niveau de vie des Indiens et des Chinois s'est rapproché de celui des Occidentaux. Mais, dans le même temps, les disparités de revenus ont explosé au sein des pays. Comment résoudre cette tension ? Par une concertation internationale sur les politiques redistributives, conclut l'auteur.



BALTEL/SIPA

Le Prix Nobel 2001, chef de file des néokeynésiens, lance un cri d'alarme.

entreprises, en octroyant, par exemple, aux compagnies minières des ressources naturelles à un prix dérisoire... Enfin, au lieu de corriger ces inégalités, le gouvernement les a encore accrues en révisant l'imposition des plus riches à la baisse.

Pourquoi un tel favoritisme ?

J.S. En démocratie, tous les citoyens devraient compter, mais le système de financement des campagnes électorales américaines accroît la puissance de l'argent. Au point que la règle *« une personne, une voix »* semble avoir été remplacée par *« un dollar, une voix »*. Les 1 % les plus riches déterminent les règles du jeu politique qu'ils mettent à leur service. Ils ont également réussi à convaincre les 99 % qu'ils partageaient les mêmes intérêts. Beaucoup d'Américains sous-estiment ainsi le niveau de l'inégalité et son impact négatif sur l'économie, sous-évaluent les moyens dont dispose l'État pour la combattre et surestiment le coût d'un tel combat.

Pour sortir de la crise, l'Europe et les États-Unis concentrent leurs efforts sur les déficits publics au risque d'aggraver les inégalités. À tort ?

J.S. L'histoire l'a prouvé, l'austérité ne marche presque jamais. Cela anémie l'économie, augmente les inégalités et creuse les déficits. Aujourd'hui, l'Espagne et la Grèce s'enfoncent dans la dépression. Le taux de chômage espagnol dépasse 50 % chez les jeunes. C'est intolérable et destructeur sur les plans social, économique et politique. Il faut au contraire initier des plans de relance massifs. Les États-Unis, qui empruntent sur les marchés à des taux d'intérêt réels négatifs, pourraient financer à faible coût des investissements très productifs dans la technologie, l'économie verte ou les infrastructures, et renforcer ainsi notre économie. L'Europe, quant à elle, ne pourra traverser la crise en gardant un euro intact, qu'à condition de changer les règles de fonctionnement de sa Banque centrale et de mutualiser ses dettes. Elle pourrait alors emprunter sur les marchés à un taux égal à celui des Américains et financer ainsi les investissements d'avenir.

Vous proposez une série de réformes concrètes pour réduire les inégalités. Encore faut-il que les 1 % acceptent de les mettre en œuvre !

J.S. L'aspect économique de ces mesures est simple. L'enjeu est avant tout politique. Peut-on briser le cercle vicieux ? Heureusement, il y a parmi ces 1 % quelques personnes qui, à l'instar de Warren Buffet, comprennent que leur intérêt est plus global, qu'eux-mêmes n'avanceront pas si la société est divisée et l'économie affaiblie, qui disent : taxez-nous ! La question est : réussiront-ils à convaincre les autres ?

Que risque-t-on sinon : la révolution ?

J.S. Si nous persistons dans cette voie, l'accroissement des inégalités nourrira la désillusion des citoyens et la montée des extrémismes. L'Amérique sera alors une société divisée où les riches habitent des complexes fortifiés, envoient leurs enfants dans des écoles coûteuses et jouissent de soins médicaux de premier ordre. Les autres vivant dans un monde fait d'insécurité, d'éducation au mieux médiocre et de soins rationnés de fait. Avec en bas, des millions de jeunes désespérés et en colère. Je suis inquiet car nous dérivons très rapidement dans cette direction. Il reste cependant un espoir car deux fois dans l'histoire, à la fin du XIXe siècle et dans les années 1920, les États-Unis ont connu un niveau d'inégalités élevé. Deux fois, ils ont su éviter le précipice avec les lois antitrust à la fin du XIXe siècle et le New Deal dans les années 1930. Saurons-nous, cette fois encore, réagir à temps ? ●

CHRISTINE MONIN